



Sur un pied d'égalité

L'égalité entre hommes et femmes : une stratégie de lutte contre la faim, la pauvreté et la crise climatique

Table des matières

Editorial	3
Introduction au sujet	
Pas de justice sans égalité	4–8
Plus de droits pour les femmes = moins de faim ?	9–12
Pour qui l'économie verte est-elle verte ?	13–17
Exemples	
Introduction : menaces identiques – conséquences différentes ?	18–19
Philippines : les pêcheuses côtières relèvent le défi du changement climatique	20–23
Brésil : journée des femmes lors de l'atelier sur le climat	24–27
Brésil : les femmes se mobilisent pour une économie alternative	28–29
Conclusions et perspectives	
L'égalité comme solution	30–31
Que pouvons-nous faire ?	32–33
Impressum	35

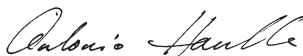
« Chaque femme et chaque homme est revêtu de la même dignité, car femme et homme ont été créés ensemble à l'image de Dieu » (Genèse 1,27). Dans leur travail, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* s'inspirent de la notion d'égalité entre hommes et femmes issue de cette perspective biblique.

Femmes et hommes, jeunes et vieux: nous devons tous nous nourrir. Pourtant, la production alimentaire, la récolte ou les achats et la préparation des repas semblent rester largement du ressort des femmes. L'image de l'« alma mater », la mère nourrissante, influence nos gestes et nos pensées jusqu'à aujourd'hui encore. Mais correspond-elle à la réalité?

Bien que les femmes soient les principales productrices et transformatrices d'aliments dans de nombreux pays du Sud, 70 pour cent des victimes de la faim et de la pauvreté dans le monde sont des filles et des femmes. En 1974, la FAO, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, s'est fixé pour objectif que « dans dix ans, aucun homme, aucune femme, aucun enfant n'ira au lit le ventre vide ». Or, les chiffres actuels ne prêtent guère à l'optimisme. La faim, la malnutrition et la sous-alimentation restent une dure réalité pour plus d'un milliard de personnes, soit 15 pour cent de la population mondiale. Les perspectives sont inquiétantes car l'OCDE prédit que d'ici 2050, 26 millions de personnes supplémentaires en Amérique latine, et 132 millions de personnes de plus en Asie seront touchées

par la faim. Les conséquences du changement climatique, elles aussi, touchent essentiellement les populations pauvres, dont plus de deux tiers sont des femmes. En raison des rôles déterminés par les constructions sociales, les femmes sont responsables de domaines influencés par le climat tels que l'approvisionnement en nourriture, en eau et en énergie; or, elles sont plus vulnérables de par leurs moyens d'action réduits dus aux faibles possibilités de participation politique, au manque d'accès aux informations ou à l'absence de formation. Il n'en reste pas moins qu'elles élaborent leurs propres stratégies afin de relever les défis mondiaux dans la mesure où leur champ d'action le leur permet.

Depuis plusieurs années, l'appel à un nouvel ordre économique se fait insistant. Les modèles de l'économie verte – une économie durable et plus écologique – semblent y apporter une réponse. Or, en y regardant de plus près, on s'aperçoit des faiblesses de ces modèles: l'exigence de pérennité mise exclusivement sur deux de ses trois piliers – soit sur les aspects économiques et écologiques. La dimension sociale avec le respect des droits humains et l'égalité entre hommes et femmes est trop souvent négligée. Aux yeux d'*Action de Carême* et de *Pain pour le prochain*, la sauvegarde de la création pour les générations futures ne doit pas rivaliser avec l'engagement en faveur des pauvres et en particulier des femmes. En effet, ces deux objectifs sont indissociables.



Antonio Hautle
Directeur *Action de Carême*



Beat Dietschy
Secrétaire général *Pain pour le prochain*

Pas de justice sans égalité

Romana Büchel, responsable des questions de genre, Action de Carême



La production alimentaire est la responsabilité des femmes, Bangladesh 2007.

© Pain pour le prochain

Septante pour cent des personnes souffrant de la faim dans le monde sont des femmes alors qu'elles produisent la majorité des denrées alimentaires. L'inégalité d'accès des hommes et des femmes aux ressources économiques, politiques et sociales en est le principal motif.

La crise alimentaire internationale qui a sévi en octobre 2009 a mis en évidence de manière frappante la vulnérabilité de la sécurité alimentaire mondiale. Elle nous a rappelé avec quelle rapidité une large partie de la population mondiale peut sombrer dans une situation alimentaire précaire et potentiellement mortelle. Aujourd'hui, plus d'un milliard de

personnes, la plupart vivant directement de l'agriculture, sont victimes de la faim (voir pp. 9–12). Parmi elles, 60 à 70 pour cent sont des femmes.

C'est un fait que le trois cinquième des milliards de personnes les plus pauvres sont actuellement des femmes. Bien que les femmes constituent plus de la moitié de la population mondiale, elles possèdent moins d'un centième des richesses dans le monde et à peine 10 pour cent des revenus mondiaux. Les femmes possèdent également moins de 10 pour cent des terres arables alors que, dans le Sud, elles produisent la majorité des denrées alimentaires. C'est encore en majorité les hommes qui décident de ce qui est cultivé, où

et quand, quels produits sont mis sur le marché et quelle sera l'utilisation des récoltes. Dans l'agriculture, les femmes vivent ainsi de près et au quotidien ce que l'on appelle le « gender gap », qui désigne l'inégalité d'accès des femmes et des hommes aux ressources telles que la terre et l'eau, mais également au savoir-faire agricole, aux technologies et aux crédits. Un rapport portant sur ce sujet, publié l'an dernier par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)⁵, révèle clairement que les femmes vivant dans les pays du Sud forment 43 pour cent de l'ensemble de la main-d'œuvre agricole.

Si ces femmes avaient le même accès aux moyens de production que les hommes, elles pourraient augmenter les récoltes de leurs champs de 20 à 30 pour cent. Cela permettrait d'accroître jusqu'à 4 pour cent les récoltes agricoles de ces pays, et de réduire de 12 à 17 pour cent le nombre de personnes victimes de la faim dans le monde.



Campagne indienne sur le genre

© Patricio Frei, Action de Carême

Outre l'inégalité d'accès aux ressources, les bas salaires des ouvriers agricoles, diverses crises sanitaires, le déplacement croissant des petits paysans dû à l'accaparement des terres et de l'eau (voir les Repères 1/2010 et 1/2011), ainsi que les conséquences de la spéculation sur les denrées alimentaires ne font qu'exacerber les inégalités entre les sexes. Les domaines de travail traditionnellement « féminins », tels que les soins prodigués aux enfants, aux personnes âgées et aux malades (économie des soins) ne sont guère pris en compte dans le système économique dominant.

Les incidences du changement climatique touche généralement plus les femmes

Les hommes et les femmes ne vivent pas non plus de la même manière les conséquences du changement climatique. Par exemple, la majorité de tous les réfugiés climatiques en Afrique et une grande partie des victimes de catastrophes climatiques dans le monde entier sont des femmes. Les femmes sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques en raison de leur accès limité à la formation et aux informations (par ex. aux systèmes d'alerte précoce), de facteurs biologiques et des risques sanitaires accrus qui en découlent (par ex. une plus forte exposition au paludisme pendant la grossesse ou la malnutrition pendant l'allaitement), mais également en raison de leur plus grande dépendance aux ressources naturelles.

Étant les principales responsables de l'entretien de la famille et de la génération de revenus pour le ménage, les femmes doivent consacrer toujours plus de temps et d'énergie pour s'occuper de leur famille lorsque la productivité agricole baisse et que les ressources naturelles s'épuisent. Aussi sont-elles contraintes de



Femmes massai en quête d'eau, Kenya 2009.

© Thomas Omondi, MPIDO, *Action de Carême*

marcher toujours plus loin pour aller chercher de l'eau en raison du tarissement de nombreuses sources. Elles connaissent donc mieux que quiconque les réalités de l'exploitation excessive de la nature.

Les principales victimes des conflits et des guerres, qui se multiplient lorsque les ressources se font de plus en plus rares, sont aussi les populations civiles, notamment les femmes et les enfants. De leur côté, les hommes voient leur rôle traditionnel de soutien de famille ébranlé lorsqu'ils perdent leur sécurité de revenus à cause du changement climatique, et sont souvent contraints de migrer à cause des pertes massives de récoltes.

Différence de perception des risques

Les exemples tirés des Philippines (voir pp.20–23) et du Brésil (voir pp.24–30) révèlent de manière fort percutante à quel point les hommes et les femmes ont une perception différente des risques posés par le réchauffement climatique selon leurs domaines de tra-

vail, et qu'ils y réagissent de manière différente. Un grand nombre d'études scientifiques ont également démontré que les hommes et les femmes ont tendance à réagir différemment face aux risques. Les hommes sont plus disposés à prendre de gros risques si les gains sont potentiellement importants. Les femmes, quant à elles, ont tendance à élaborer des stratégies qui garantissent le bien-être de leur famille et préfèrent donc les risques minimales même si les gains sont moindres. Il semble donc fort probable que les manières spécifiques qu'ont les hommes et les femmes d'aborder les risques déterminent également leur gestion du changement climatique.

Défavorisées en politique, engagées dans la vie privée

L'élaboration de stratégies d'adaptation au changement climatique est également marquée par l'inégalité des chances, car les aspects de genre ont tout au plus joué un rôle marginal jusqu'à présent lors des conférences

internationales sur le climat. Seules 16 pour cent des scientifiques contribuant aux travaux du Groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) sont des femmes. Les négociations sont donc davantage axées sur des débats technocratiques et économiques tandis que les aspects de la pérennité sociale (comme par ex. l'égalité entre hommes et femmes) du réchauffement climatique sont encore et toujours laissés pour compte.

Bien que l'importance que jouent les femmes en tant qu'« agents du changement » soit un peu mieux reconnue depuis quelque temps, on constate toutefois que dans le débat sur le climat, on continue à fermer obstinément les yeux sur les questions de genre. Par ailleurs, les femmes et les groupes locaux profitent à peine des solutions axées sur le marché telles que le système d'échange de droits d'émission (MDP) devant permettre d'atteindre l'objectif du Protocole de Kyoto en matière de protection du climat. Il reste à espérer que le potentiel des femmes, dont les compétences spécifiques (par ex. des comportements en matière de consommation et d'environnement plus éclairés) permettraient de modifier notre style de vie basé sur une forte utilisation des ressources, sera reconnu et utilisé à bon escient.

L'économie verte est-elle synonyme de durabilité sociale ?

La triple crise (financière, climatique et alimentaire) a remis en question la légitimité des modèles économiques dominants. L'expérience douloureuse a montré à nouveau que la croissance économique rapide ne permet pas d'éliminer la pauvreté – bien au contraire.

Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire de rompre avec les idées reçues et d'élaborer

une vision pour un nouveau développement afin de permettre aux plus démunis, et en particulier aux femmes, de mener une vie digne.

Certaines approches de l'économie verte visant à mettre en place une nouvelle économie mondiale alternative et viable, qui ne se contentent pas de lutter contre les symptômes (par ex. aide alimentaire uniquement), mais qui cherchent également à s'attaquer aux causes mêmes des injustices structurelles, semblent alléchantes. L'objectif est de remplacer le style de vie et de consommation matérialiste nécessitant beaucoup de CO₂ et de ressources par des approches axées sur le bien-être de tous les êtres humains et sur un style de vie durable aux niveaux économique et écologique (voir pp. 13–17).

Bien que la plupart des modèles de l'économie verte semblent très prometteurs à première vue, ils ne résistent guère à une analyse critique (voir pp. 13–17). L'une de leurs faiblesses est leur manque de précision sur le plan des définitions puisqu'ils réunissent plusieurs concepts en partie contradictoires. Par ailleurs, il manque des exigences contraignantes et de nouveaux systèmes d'incitation tels que l'imposition d'activités financières néfastes sur le plan social et écologique ainsi qu'une taxation équitable de tous les profits. C'est la seule manière de permettre une participation sociale aux bénéfiques.

Malheureusement, un grand nombre des nouveaux modèles de l'économie verte laissent aussi pour compte les aspects de la durabilité sociale, et donc des droits humains dont ceux des femmes. L'une des questions épineuses consiste à savoir si ces modèles permettent vraiment de lutter contre les inégalités entre hommes et femmes et la pauvreté. On peut d'ailleurs se demander si des groupes de po-

pulations pauvres tels que les femmes, les communautés autochtones ou les petits paysans ne seraient pas encore plus marginalisés par la mise en place d'une économie verte. Le danger est qu'ils perdent l'accès aux ressources telles que les forêts et l'eau et le droit d'utiliser ces dernières, ou encore qu'ils soient expulsés de leurs terres en raison de la construction de centrales d'énergie alternative ou de la création de nouveaux parcs de protection de la nature – tout cela au nom de l'économie verte. A cela s'ajoute le danger que les transferts de technologies prévus des pays du Nord vers les pays du Sud réduisent davantage leurs chances de développement à cause de nouvelles conditionnalités.

Justice climatique pour tous

Un modèle d'économie verte véritablement durable et équitable sur le plan social doit donc associer une solide politique climatique au droit au développement – comme cela est prévu par l'approche des Droits au développement dans un monde sous contrainte carbone (Greenhouse Development Rights). Cette approche est basée sur le principe d'un droit d'émission par personne – indépendamment de l'origine et du sexe. Une telle justice climatique permet de concilier de manière équitable les intérêts de toutes les popula-



Femmes au Forum social mondial à Dakar, 2011

© Action de Carême

tions, que ce soit dans les pays industrialisés ou dans les pays en développement.

Tous les regards sont tournés avec impatience vers la Conférence Rio+20 prévue en 2012. Cette conférence de suivi du Sommet mondial de la terre de 1992 doit donner un nouvel élan au développement durable. Le développement durable et l'intégration institutionnelle d'une économie plus verte dans les systèmes politiques, ainsi que la lutte contre la pauvreté seront les sujets prioritaires. Or, le succès de la conférence dépendra également fortement de la manière dont les aspects sociaux, et en particulier les exigences d'égalité entre hommes et femmes, seront intégrés dans le débat sur la durabilité.

Genre

Contrairement au terme de « sexe », qui évoque les différences biologiques, le genre désigne les rôles et les concepts identitaires acquis, issus du contexte social et culturel, que l'on attribue au caractère « féminin » et au caractère « masculin ». Ces concepts normatifs et ces rôles figés tirent leur origine de l'organisation sociale, économique, religieuse, juridique et politique de la société.

Source: Politique d'Action de Carême, *L'égalité entre hommes et femmes*, Romana Büchel (2009)

Plus de droits pour les femmes = moins de faim ?

*Elisabeth Bürgi Bonanomi, juriste au World Trade Institute, membre du Conseil de fondation de Pain pour le prochain
Lilian Fankhauser, Zentrum für Geschlechterforschung der Universität Bern (Centre pour la recherche en études genre de l'Université de Berne), plate-forme WIDE Switzerland*



Recherche quotidienne de nourriture pour le bétail, Inde

© Patricio Frei, TREND, Action de Carême

Indépendamment du fait que l'amélioration de l'équilibre des relations entre hommes et femmes est un objectif en soi, le problème de la faim dans le monde pourrait-il être atténué si les femmes obtenaient plus de droits ? Dans son rapport publié l'an dernier et intitulé « Les femmes dans l'agriculture », l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est arrivée à cette exacte conclusion.

La FAO estime que le nombre de personnes souffrant de faim (environ 1 milliard) pourrait être réduit de 100 à 150 millions si les

paysannes du monde entier avaient un meilleur accès aux moyens de production.⁵ Comment cela s'explique-t-il ?

Féminisation de l'agriculture

Dans les pays en développement, le secteur des petites exploitations agricoles demeure largement prédominant. Or, contrairement aux entreprises agro-industrielles, le développement économique des petites exploitations stagne depuis des années. Le secteur est sensible et vulnérable aux crises. Les experts conviennent néanmoins que c'est le renforce-



Une grand-mère garde son petit-enfant, Cambodge 2009.

© Paul Jeffrey, Act Alliance

ment durable de ce secteur et non son abandon qui permettrait de combattre de manière efficace la faim.

Plusieurs facteurs doivent être réunis à cet effet, notamment l'intégration sur les marchés locaux et régionaux, ce qui suppose la mise en place de mesures de protection du marché. Il faut également prévoir la possibilité d'exporter davantage de produits agricoles transformés et produits de manière durable vers des pays riches tels que la Suisse. Par ailleurs, il est nécessaire de disposer de meilleurs moyens de production, tels que des droits fonciers sûrs, des crédits, des machines, des semences ainsi que de meilleures possibilités de formation. C'est le sujet du rapport de la FAO⁵.

Un grand nombre de petites exploitations agricoles des pays en développement sont aujourd'hui gérées par des femmes. C'est une évolution qui a pris de l'ampleur ces dernières années. En effet, la vulnérabilité croissante aux crises des petites exploitations entraîne la migration des hommes à la recherche d'un travail

rémunéré. En leur absence, les femmes sont chargées de s'occuper de la ferme et du foyer. Or, les paysannes ont généralement un accès plus difficile à la terre et disposent rarement d'un titre foncier, ou alors d'un titre non garanti puisque c'est là un « privilège » accordé uniquement aux hommes. Aussi ne peuvent-elles accéder au marché régulier des crédits, ce qui réduit leur pouvoir de négociation pour les contrats d'achat. A cela s'ajoute qu'elles ont moins de possibilités de suivre des formations. Les conséquences en sont lourdes : la FAO estime que la production agricole des pays en développement pourrait être augmentée de 2,5 à 4 pour cent si les paysannes disposaient de plus de droits et de possibilités !

Les soins dispensés par les femmes : le travail invisible

Or, il ne suffit pas d'accorder plus de droits aux paysannes sur le papier. En effet, elles s'occupent encore et toujours de la majeure

partie des tâches ménagères ainsi que des enfants et des personnes malades ou âgées. Elles doivent pouvoir partager ou déléguer le travail de dispense de soins afin d'avoir suffisamment de temps à investir dans une entreprise agricole rentable. Étant donné que les réseaux familiaux traditionnels ont tendance à disparaître, les institutions publiques de prise en charge des enfants, des personnes âgées et des malades ne doivent pas être davantage privatisées et démantelées, même en milieu rural, mais au contraire renforcées. C'est là la tâche non seulement de l'État, mais également des ONG locales.

Conditions de travail précaires dans l'agro-industrie

Le renforcement des paysannes n'est pas la seule amélioration pouvant réduire la faim dans le monde. La possibilité croissante pour les femmes d'être actives sur le marché des exportations à forte valeur ajoutée dans l'industrie agricole est considérée comme globalement positive par certaines études, car cela permet d'engranger un revenu supplémentaire. Il peut s'agir de la récolte, mais également du traitement et de l'emballage d'aliments. Ce revenu est ensuite investi de manière durable dans le foyer, en particulier pour la scolarisation des enfants, mais également

pour leur subsistance. En disposant de leur propre revenu, les femmes sont également plus à même de négocier au sein de la famille.

Mais la prudence est de mise : ces femmes travaillent souvent dans des conditions précaires et sont seulement engagées à titre temporaire. Elles n'ont pas suffisamment de perspectives, de sécurité sociale ou de bonnes solutions pour la prise en charge des soins. En outre, les entreprises agro-industrielles font souvent des investissements qui ne sont pas durables et qui chassent les petits paysans des terres et du marché, au lieu de travailler avec eux de manière judicieuse. Les normes qui contraindraient l'agro-industrie à élaborer une politique d'entreprise durable ne sont pas suffisamment au point.

Les labels sont-ils respectueux de l'égalité hommes-femmes ?

Le commerce équitable peut apporter une solution puisqu'il crée des partenariats commerciaux différents dont les producteurs défavorisés peuvent profiter. Grâce au paiement de salaires suffisants à des fins de subsistance, aux contrats de travail de longue durée, aux prix minimum garantis ainsi qu'au respect des droits du travail et de l'environnement, le commerce équitable contribue à améliorer les conditions de vie des petits paysans.

Women in Development WIDE

L'alimentation, le travail et la santé : dans ces domaines politiques, WIDE Switzerland pose des jalons basés sur une perspective de genre, organise des manifestations et prend position. Les réflexions sur l'économie féministe et l'économie des soins servent de fil conducteur dans toutes les activités du réseau composé d'hommes et de femmes scientifiques, militants et experts.

Plus d'informations : www.wide-network.ch

Or, ici aussi se pose la question de savoir si les femmes en tirent les mêmes avantages que les hommes. Il est vrai qu'un nombre croissant de labels du commerce équitable ont pris des dispositions relatives à des aspects de genre et s'engagent en faveur de l'égalité hommes-femmes, comme par exemple FLO, le premier acteur international du commerce équitable.

La tradition comme obstacle

Il est nécessaire d'examiner plus avant la situation de production afin de comprendre clairement quels processus sont déclenchés par le lancement de nouvelles chaînes de création de valeurs : quelles sont les conséquences de l'amélioration de la situation économique d'un ménage sur les relations hommes-femmes et en particulier sur la répartition de la prise en charge de personnes dépendantes ? Le niveau de vie change-t-il réellement ?

Comme le révèlent les efforts consentis ces dernières années, la mise en œuvre se heurte systématiquement à de gros obstacles : en raison des rôles traditionnellement attribués aux sexes et de la répartition du travail en découlant, les femmes sont soit largement sous-représentées, soit pas traitées sur un pied d'égalité dans les postes de direction ou dans les assemblées de la plupart des coopératives. « Nous avons certes le droit de vote mais nous n'avons pas de voix », souligne une représentante d'une coopérative de café au Costa Rica. Par ailleurs, plusieurs études ont révélé que les femmes travaillant dans des domaines de production traditionnellement féminins, tels que le coton bio, sont évincées dès que ces produits peuvent être commercialisés sur le marché international de manière lucrative⁴. Il est donc indispensable d'accorder de toute urgence la priorité aux questions de genre et

aux stratégies correspondantes : c'est précisément au moment où un produit issu du commerce équitable s'impose sur le marché international qu'il est important d'examiner la situation des producteurs et des travailleurs : qui se charge des tâches supplémentaires (nécessitant souvent beaucoup de travail) découlant de la bonne vente des produits ? Qui est représenté dans les comités locaux des producteurs, dans les parlements locaux, dans les projets de développement ? Qui gère les finances au sein d'un ménage ?

Modifier les conditions cadres

Ce n'est que lorsque ces analyses, ainsi que les conclusions des discussions menées directement avec les producteurs, s'ajoutent au catalogue des critères que l'on peut garantir que la production du commerce équitable a effectivement des répercussions positives sur les conditions économiques et sociales des paysannes et qu'elle n'entraîne pas leur exclusion des processus de production.

Il est toutefois tout aussi important d'examiner le bout de la chaîne de valeurs : les labels respectueux de l'égalité de genre doivent aller de pair avec une politique alimentaire et commerciale conséquente dans les pays du Nord. Au lieu de donner des leçons de morale par rapport aux achats, elle devrait créer les conditions cadre nécessaires pour promouvoir et appuyer des conditions de productions sociales et écologiques dans le Sud (aussi dans le Nord). En effet, la politique est également le résultat des choix que font les consommateurs devant les rayons des supermarchés.

Pour qui l'économie verte est-elle verte ?

Dr. Hella Hoppe, chargée de l'économie, Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS)

Pfr. Dr. sc. agr. Otto Schäfer, chargé de la théologie et de l'éthique, Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS)



Ravages du changement climatique: femme massai avec le cadavre d'un animal, Kenya 2009.

© Thomas Omondi, MPIDO, Action de Carême

Le Sommet de la terre Rio+20 en 2012 a pour objectif d'ouvrir des voies pour une nouvelle économie écologique. Malgré le rôle clé que jouent les femmes dans ce domaine, pour l'heure, les questions les intéressantes et les aspects de genre trouvent peu d'écho.

L'étude publiée par le PNUE, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en préparation du Sommet de Rio+20 et portant sur l'économie de marché écologique est décevante en raison de l'absence quasi-totale d'analyse spécifique au sexe.¹¹ Pourtant, les femmes s'engagent considérablement en faveur des questions d'environnement depuis des décennies, ce qui s'est également mani-

festé lors de la Conférence sur le climat à Copenhague en 2010. De nombreuses organisations œuvrant pour les questions touchant les femmes et le genre souhaitent d'autant plus marquer le Sommet de Rio de Janeiro d'une forte présence en termes de participantes et sur le plan du contenu.

L'économie verte fait progresser le nouveau pacte vert mondial

Vingt ans après le légendaire Sommet de la terre à Rio de Janeiro, la troisième Conférence de suivi Rio+20 aura lieu au même endroit en 2012. En 1992, la communauté internationale a adopté l'Agenda 21, un programme d'action en matière de politique



Consommation effrénée en Occident: centre commercial à Rhode Island aux États-Unis, 2008. © Milne, Keystone

d'environnement et de développement (voir encadré). En juin 2012, la notion d'économie verte (Green Economy) du PNUE devrait faire l'objet d'un consensus auprès de la communauté internationale. Le deuxième thème prioritaire de Rio+20 est la restructuration impérative des institutions internationales de défense de l'environnement.

Le PNUE définit l'économie verte comme étant une économie « entraînant une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et la pénurie des ressources ». A cette fin, il est essentiel d'élaborer une politique et de consentir des investissements « qui séparent la croissance économique de l'immense consommation actuelle de matières premières et d'énergie ». ¹¹ Concrètement, le PNUE estime qu'il est nécessaire de consentir un investissement de départ d'environ 2 pour cent du produit intérieur brut mondial dans les domaines de l'agriculture,

la construction, l'approvisionnement en énergie, la pêche, la sylviculture, l'industrie, le tourisme, les transports et la gestion des déchets et de l'eau pour lancer la transition mondiale vers plus de durabilité. ¹¹

Avec l'idée de l'économie verte, le PNUE noue avec son concept du nouveau pacte mondial vert. Il est question d'une gouvernance déterminée visant d'une part à stabiliser l'économie et à créer des emplois, et d'autre part à répondre aux défis écologiques – en particulier la crise climatique. ¹² Le nouveau pacte vert mondial a pris de l'ampleur lorsque la crise financière de 2008 a fait sombrer l'économie mondiale dans l'une des pires récessions de l'après-guerre, et que la communauté mondiale a dû en même temps relever l'immense défi consistant à limiter le réchauffement de la planète. Il est d'ailleurs remarquable que même dans les États ayant mis en place des programmes conjoncturels « verts » (par ex. en Asie du Sud-Est), les secteurs tra-

ditionnellement masculins (tels que les technologies énergétiques et la construction écologique) ont été largement plus soutenus que les domaines majoritairement féminins (par ex. conseils en écologie et offres de formation dans le domaine de l'économie verte etc.).⁷

Engendering Green Economy

Dans le cadre de la préparation au Sommet de la terre de l'ONU, le document de position du Comité directeur des femmes de Rio+20 présente les femmes comme jouant un rôle clé dans la transition vers une économie écologique, et pose des exigences politiques concrètes.¹⁵

Dans l'agriculture, les modes de production et de transformation employés par les femmes sont bien plus pérennes que les procédures industrielles utilisées par les hommes. Il est donc important de ne pas promouvoir exclusivement les secteurs agro-industriels dans les programmes en faveur des « emplois verts » mais de permettre également aux femmes dans les domaines formels et informels de profiter des programmes d'investissements pour une économie verte. Concrètement, le comité directeur exige que des fonds spécifiques soient alloués aux activités menées par des femmes qui « favorisent l'agriculture durable, protègent les forêts et d'autres écosystèmes décisifs sur la terre et dans l'eau, réduisent la pollution et l'émission de gaz à effet de serre et engendrent des modes de vie durables ». Il demande également que des directives politiques concrètes soient élaborées relatives à l'emploi de femmes dans le domaine des énergies renouvelables.¹⁵

Au regard de la pénurie d'eau, il s'agit notamment de « programmes spéciaux de promotion afin que les femmes et les filles aient accès à un approvisionnement en eau et à des

installations sanitaires sûrs à domicile, à l'école ou dans les lieux publics, ainsi que la mise en œuvre de lois protégeant les ressources en eau en tant que bien public. »

Les systèmes patriarcaux et la limitation des droits fondamentaux politiques et économiques empêchent considérablement les femmes de mettre à profit leurs ressources et capacités pour des activités générales et commerciales respectueuses de l'environnement. Il est donc indispensable de veiller au respect des droits fondamentaux des femmes et de prendre des mesures pour garantir l'égalité afin de favoriser la durabilité. Les femmes doivent notamment avoir accès à des technologies de pointe durables pour la gestion budgétaire, la production agricole, le secteur commercial ou les transports.¹⁴

Le Comité directeur des femmes Rio+20 souligne également que le respect des territoires et des autorités autochtones favorise la préservation de biens communs tels que les forêts et d'autres écosystèmes. Il conviendrait donc d'appuyer en particulier les femmes autochtones dans le cadre des mesures prises pour mettre en place une économie verte.¹⁵

Économie des soins et économie verte

Garder les enfants, soigner les personnes âgées et malades, cuisiner, nettoyer, gérer le budget du ménage: plus d'un tiers de ces activités essentielles pour la société sont effectuées gratuitement par les femmes en Suisse et dans d'autres pays industrialisés. L'économie des soins joue également un rôle important dans les pays du Sud, où les systèmes sociaux publics sont quasi inexistants (voir pp. 9–12). Bien que les heures de travail consacrées à ces tâches soient considérablement plus nombreuses que les heures de travail consacrées à



Le strict nécessaire au Sud : un couple cuisine en Inde, 2006.

© REMES, Action de Carême

l'ensemble de l'économie suisse, l'économie des soins non rémunérée reste absente des statistiques officielles. Seul le travail rémunéré (par ex. dans le domaine des soins ou des crèches), le secteur économique qui connaît la plus vive croissance, est pris en compte.

Le modèle économique actuel néglige donc non seulement les énormes coûts entraînés par la régénération de la nature, mais également l'important travail de soins accompli par les femmes.⁹ Selon le réseau FrauenUmweltNetz Genanet, l'économie verte « ne peut se contenter d'être une production respectueuse de l'environnement et des ressources, car l'objectif doit également être d'avoir une conception fondamentalement différente des futures activités économiques et d'ancrer l'économie dans la réalité, qui place naturellement l'économie des soins sur un pied d'égalité avec la production industrielle ».⁶

La relation entre les pays industrialisés et les pays en développement est une deuxième critique que l'on peut porter contre le système économique actuel. Le système capitaliste fonctionnerait uniquement car il exploite le « travail de reproduction du Sud » mal rémunéré pour sa propre production.¹⁰ Il est donc indispensable d'élaborer de nouveaux indicateurs de croissance qualitative affichant tous les coûts. Ils auraient pour objectif d'inclure des valeurs telles que l'égalité hommes-femmes et la pérennité dans l'évaluation du progrès économique.

Perspectives

Lors de la troisième conférence de suivi Rio+20 en juin 2012, il sera essentiel de faire valoir la notion d'économie verte et sa mise en œuvre pour les deux sexes sur un pied d'égalité. Il serait important d'établir un lien

entre l'économie verte et l'économie des soins. En effet, il est indispensable de créer non seulement des « emplois verts » pour parer à une crise écologique, mais également des postes de travail dans le domaine des services personnels, afin de prévenir la crise qui menace d'éclater dans l'économie des soins en raison des réductions de dépenses publiques.⁹

Économie verte – un vœu pieux ou un garde-fou ?

Pascale Schnyder, rédactrice Repères, Pain pour le prochain

Les origines du débat relatif aux activités économiques écologiques remontent aux années 1970, lorsque le Club de Rome a évoqué pour la première fois les « limites de la croissance ». Cette critique portée contre la croissance a débouché sur l'idée d'un développement durable, qui a abouti entre autres à l'Agenda 21 lors du Sommet de la terre de Rio de Janeiro en 1992. Le caractère unique de l'Agenda 21 réside dans le fait que la communauté internationale s'accorde sur le principe du développement durable face aux problèmes écologiques et sociaux menaçant l'existence humaine vers la fin du 20^{ème} siècle. Ce consensus entre le Nord et le Sud décrit l'objectif commun de viser un bien-être économique raisonnable et équitablement réparti et pouvant être maintenu pour les générations futures. Le paquet de mesures de l'Agenda 21 prévoit des adaptations de la politique économique ainsi que des politiques énergétique, agricole et commerciale dans les pays industrialisés. Dans les pays seuils et ceux en développement, la priorité est accordée à la lutte contre la pauvreté, la politique démographique, la formation, la santé, l'approvisionnement en eau potable et en assainissement, la gestion des eaux usées et des déchets ainsi que le développement agricole. Or, tous ces débats n'ont pas encore entraîné l'abandon de la voie de développement empruntée jusque-là. Le changement climatique renforce désormais la pression exercée sur la communauté internationale, qui doit accélérer la transformation de l'économie mondiale. Un grand nombre d'institutions et d'organisations participent au débat sur l'économie verte. Les institutions des Nations Unies, avec le Programme des Nations Unies pour le développement en chef de file, jouent un rôle important dans ce débat. Mais jusqu'à présent, aucune définition homogène de l'économie verte ni de concept universel n'ont été dégagés. Par ailleurs, il n'y a pas de distinction précise pour ce qui est des diverses expressions utilisées au niveau international telles que économie verte, croissance verte, nouveau pacte vert mondial ou reprise verte, mais aussi « croissance qualitative » et « activités économiques durables ». Il y a donc un risque que la discussion soit utilisée à mauvais escient de toutes parts comme outil de propagande sans engagement concret. Les organisations de la société civile critiquent en particulier le fait que les modèles continuent à être basés sur le modèle économique actuel tout en négligeant des aspects essentiels tels que l'égalité hommes-femmes et des questions Nord-Sud (voir texte). Partant, les débats menés lors du Sommet de la terre Rio+20 joueront un rôle central pour l'évolution de la situation.

Menaces identiques – conséquences différentes ?

Romana Büchel, responsable des questions de genre, Action de Carême



Repas commun, Sénégal 2009

© Action de Carême

Les femmes ont tendance à manger plus sainement et à être plus respectueuses de l'environnement que les hommes. En même temps, elles sont particulièrement touchées par les catastrophes climatiques et environnementales dans le monde entier, comme l'illustrent les exemples suivants. Il est donc indispensable qu'elles participent à la résolution des problèmes mondiaux.

« L'homme est ce qu'il mange... » – Que révèle cet adage ? Les femmes et les hommes se nourrissent apparemment de manière distincte car les différences entre les sexes sont manifestes lorsque l'on examine leurs habitudes alimentaires : plusieurs études ont révélé

que les femmes mangent globalement des aliments « plus sains », contenant moins de viande, que les hommes. Dès leur jeune âge, les garçons sont encouragés à manger abondamment et avec un « appétit sain » et sont admirés lorsqu'ils mangent bien, tandis que les filles sont élevées pour faire preuve de retenue sur le plan culinaire et ont tendance à souffrir de troubles alimentaires tels que l'anorexie. Certains modes alimentaires déterminés par des facteurs culturels servent donc aussi à façonner et à exprimer sa propre masculinité ou féminité (doing gender).

Quelles différences entre les sexes se manifestent lorsque l'on examine le comportement de consommation et l'attitude face à l'environnement des hommes et des femmes ? En

Autriche, on a par exemple constaté que les femmes se déplacent généralement de manière plus écologique: elles parcourent plus de la moitié de leurs trajets quotidiens à pied, à vélo ou en transports publics. Une autre étude a révélé qu'en Suède, les femmes d'âge moyen n'émettent que la moitié des émissions de CO₂ par rapport à leurs pairs masculins. Les femmes font également preuve d'un plus grand respect de l'environnement dans leurs habitudes de consommation: elles achètent considérablement plus de produits biologiques et recyclent de manière plus systématique.

Victimes des rôles attribués par la société

Il est généralement connu que les femmes et les enfants souffrent particulièrement des conséquences des catastrophes naturelles liées au climat. Mais est-ce toujours le cas? Après le cyclone et les inondations au Bangladesh en 1991, le nombre de décès de femmes était près de cinq fois plus élevé que celui des hommes. Les alertes étaient transmises entre les hommes dans des lieux publics, mais pas aux familles. Un grand nombre de femmes n'ayant pas le droit de quitter leur maison sans être accompagnées d'un homme attendaient d'être évacuées par des membres masculins de leur famille.

Lorsque le tsunami a ravagé la côte d'Aceh en 2004, les victimes étaient également à grande majorité des femmes. C'est un fait qui découle dans une certaine mesure de la répartition du travail entre hommes et femmes: tandis que de nombreux hommes se trouvaient dans les champs, où ils ont pu rapidement trouver refuge sur les arbres, ou sur la mer pour pêcher, où la vague du tsunami n'a pu les atteindre de plein fouet, les femmes tentaient de mettre à l'abri des enfants et les personnes âgées dans

les villages. Vêtues de leurs sarongs étroits, elles n'étaient pas en mesure de courir et ne savaient généralement pas nager.

A l'inverse, l'ouragan Mitch a fait plus de victimes masculines que féminines en Amérique centrale. On suppose que cela s'explique par l'idéal occidental de «l'héroïsme masculin». Les hommes sont encouragés à prendre des risques particulièrement grands afin de sauver les survivants et participer aux opérations de nettoyage. Les différences de genre se manifestent également dans la reconstruction post-catastrophes: les hommes préfèrent presque exclusivement s'occuper des activités productives tandis que les femmes accordent la priorité non seulement aux possibilités économiques mais également au bien-être physique et psychique de leurs enfants.

Le partage inégal du pouvoir entrave le développement

Aussi importante que soit la responsabilité sociale et l'intérêt pour l'environnement et l'alimentation dont font preuve les femmes dans la sphère privée, la gestion des entreprises d'énergie et alimentaires ainsi que les postes de prise de décisions en politique restent toutefois fermement entre les mains des hommes. En matière de politique climatique, les opinions, besoins et stratégies des femmes aux niveaux local, national ou international sont rarement pris en compte, et le nombre d'experts en genre est minime. Or, si l'on veut résoudre les grands problèmes mondiaux, les potentiels de tous les groupes sociaux ainsi que des femmes et des hommes doivent de toute urgence être mis à contribution à parts égales. Les exemples de projets suivants tirés des Philippines et du Brésil le démontrent de manière percutante.

Les pêcheuses côtières relèvent le défi du changement climatique

Jovelyn T. Cleofe, directrice exécutive Center for Empowerment and Resource Development CERD



Reboisement de mangroves sur la côte de Hinatuan, Philippines 2011.

© Bob Timonera, CERD, Action de Carême

Les Philippines sont frappées par 20 typhons par année en moyenne, et cette tendance ne fait qu'augmenter. De nombreuses communautés perdent leurs moyens de subsistance et leur habitat en raison des phénomènes météorologiques extrêmes toujours plus fréquents. Les pêcheuses côtières sont particulièrement touchées par le changement climatique.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estime que les Philippines sont le pays le plus vulnérable au monde face au danger posé par les tempêtes tropicales, et qu'il figure en troisième place quant

au nombre de personnes menacées. L'archipel formé de 7'100 îles et petites îles est exposé aux risques croissants de tempêtes tropicales toujours plus violentes, de crues, d'un changement radical des précipitations, de la hausse du niveau des mers et de leur température. Dans certaines régions, les inondations se multiplient tandis que dans d'autres, les périodes de sécheresse sont plus fréquentes. Les conséquences en sont lourdes non seulement pour la population, mais également pour les écosystèmes, la biodiversité et les ressources naturelles. La sécurité alimentaire, la disponibilité de l'eau, la santé ainsi que les habitations et les infrastructures en sont menacées.

Régions côtières détruites

La côte des Philippines s'étend sur 36'289 km, ce qui en fait l'une des plus longues au monde. Soixante-deux pour cent de la population vit dans 915 communautés côtières. En 2006, 1,4 millions de personnes travaillaient dans le secteur de la pêche. Cela correspond à 5 pour cent de la population active. Les régions côtières des Philippines abritent divers écosystèmes tropicaux tels que des plages et des dunes de sable, des langues de terre rocheuses, des récifs de corail, des mangroves, des prairies sous-marines, des lagunes, des estuaires et des zones humides. Plus de 80 pour cent des forêts de mangroves originales du pays ont été érodées. Ces arbres qui poussent sur la côte dans les zones de marées offrent pourtant un habitat à des milliers d'espèces animales et végétales et protègent les régions arrières contre les inondations. Or, les zones de mangroves sont détruites afin de faire de la place pour la pisciculture. Cela provoque un amas de sédiments sur les récifs qui menace l'habitat de 2'177 espèces de poissons d'une importance vitale pour la population côtière démunie. Au cours des dernières années, l'état des récifs s'est considérablement dégradé. Seuls 5 pour cent peuvent encore être considérés comme étant en très bonne santé.

Conditions météorologiques toujours plus imprévisibles

Depuis 1996, le CERD est présent dans la communauté de Hinatuan dans la province de Surigao del Sur sur l'île de Mindanao. Cette région ne connaît pas de saison sèche mais une longue saison des pluies. Ces derniers temps, les saisons des pluies sont devenues irrégulières et décalées dans le temps. La

fréquence et la durée des périodes sèches et des périodes de fortes précipitations augmentent. Ces cinq dernières années, la région a connu un nombre croissant d'inondations fortes. Il est devenu plus difficile pour la population de prévoir les conditions météorologiques et de s'y préparer, ce qui menace sérieusement les communautés côtières. Les projets de génération de revenus soutenus par le CERD, tels que l'élevage de poissons en cage, la pisciculture dans les étangs et la production de fucus ont été anéantis par cette évolution. Par exemple, les cages de poissons ont été détruites car le niveau de la mer a augmenté d'un mètre.

Lors d'une analyse de risques de catastrophes climatiques menée ensemble avec *Pain pour le prochain*, les pêcheurs et les pêcheuses



La pêche aux algues : une source de revenus importante, Philippines 2011. © Bob Timonera, CERD, Action de Carême

d'Hinatuan ont formulé leurs observations concernant les variations saisonnières. Alors que les hommes évoquaient plutôt les risques liés à la santé et à la pêche, les femmes étaient plus préoccupées par l'agriculture, la collecte de coquillages et l'érosion des côtes.

Le gouvernement néglige les besoins des pêcheuses

Les pêcheuses et les enfants, qui vivent dans des régions à haut risque et qui figurent parmi les groupes de population les plus vulnérables, connaissent une situation de détresse croissante en raison des effets du changement climatique. L'accès limité aux ressources économiques et l'absence de contrôle de ces dernières enveniment leur situation et les exposent davantage aux risques et aux catastrophes. Leur catégorie professionnelle n'est ni prise en compte ni reconnue, et ne bénéficie donc pas

des aides publiques accordées aux pêcheurs masculins. Lors de la planification de mesures visant à réduire les risques de catastrophes, les différences entre hommes et femmes ne sont pas prises en considération.

La mort des récifs et la multiplication des événements El-Niño (courants marins chauds) réduisent les rendements de la pêche. Les régions côtières dans lesquelles les femmes et les enfants ramassent des coquillages sont toujours plus souvent inondées. Les prairies sous-marines et les mangroves, qui servent de source d'alimentation et de revenus pour les femmes, sont de plus en plus détruites par les catastrophes climatiques, l'érosion et de nouvelles utilisations. La pauvreté augmente et la faim sévit, en particulier auprès des femmes et des enfants. En raison de la surexploitation des ressources, de nombreuses femmes doivent travailler loin de leur foyer et de leur famille afin de contribuer au revenu familial.



La vente commune des produits de la pêche améliore la sécurité des revenus, Philippines 2011.

© Bob Timonera, CERD, Action de Carême

Le changement de régime pluviométrique a modifié non seulement la pêche, mais également la production alimentaire dans les régions rurales. L'élevage de bétail pratiqué par les femmes est lui aussi concerné. Sur Samar, dans les Visayas, une partie de la population rurale souffre de la faim pendant des semaines, ou se nourrit exclusivement de tubercules et de racines comestibles cultivées telles que le manioc, car l'île ne peut être approvisionnée en riz, en sel, en sucre et en d'autres aliments en cas de mer agitée.

Des pêcheuses protègent leurs moyens de subsistance

Grâce au soutien d'*Action de Carême*, le CERD a aidé les pêcheuses côtières de Hinatuan et d'autres régions à s'organiser. Elles participent à la reconstruction, à la protection et à la gestion des ressources côtières et maritimes. Le stock de poissons a augmenté dans les régions protégées et gérées ensemble par des femmes et des hommes. Ainsi, les femmes ont plus de poissons et d'autres animaux marins à disposition pour la vente. Les forêts de mangroves existantes sont placées sous protection et celles détruites sont reboisées. Elles servent de tampon naturel contre les vagues et les vents forts, et atténuent le risque que les maisons soient englouties par la mer. Étant donné que les femmes sont responsables du ménage, elles s'engagent particulièrement en faveur de la protection des logements.

Ensemble avec les pêcheuses de Barangays San Juan et Talisay sur l'île de Mahaba, le CERD a introduit des périodes d'interdiction de la pêche pour divers types de crustacés afin de protéger le stock de cette source importante de revenus et d'alimentation. En outre,

les femmes ont fondé une banque alimentaire et constitué des réserves de riz pour l'île. A San Juan, elles ont également cultivé des jardins potagers, qui élargissent leur éventail d'aliments et leur permettent d'enranger des revenus supplémentaires. Elles font des essais avec diverses variétés de légumes qui résistent particulièrement bien aux fortes pluies ou à la sécheresse.

Une bonne politique climatique nécessite la participation des deux sexes

Maintenant que le gouvernement s'attaque enfin au changement climatique et prend des mesures pour réduire et atténuer les risques, les pêcheuses doivent aussi se faire entendre. Étant donné que le changement climatique n'a pas les mêmes incidences sur les femmes et les hommes, il convient de mettre en place des stratégies d'adaptation prenant en compte la vulnérabilité particulière des femmes. Elles doivent être consultées lorsqu'il s'agit de déceler les problèmes et de trouver des solutions. Les mesures prises pour gérer le changement climatique doivent contribuer à changer les relations entre hommes et femmes, et ne doivent pas aller au détriment des femmes.

Les femmes doivent s'organiser et, ensemble avec les hommes, chercher des solutions prenant en compte leurs différentes réalités de vie. La capacité d'adaptation des femmes aux défis du changement climatique doit être renforcée à divers niveaux : dans le domaine privé et dans le ménage, dans l'organisation, dans la communauté, dans la société et en politique. La solution pour atténuer la vulnérabilité de la population côtière réside dans la mise en place et le renforcement de partenariats entre les institutions étatiques, le secteur privé et les organisations non gouvernementales.

Brésil

Journée des femmes lors de l'atelier sur le climat

Katharina Morello, auteure de livres et ancienne collaboratrice de Pain pour le prochain



Des paysannes dessinent la carte des risques de la commune de Tapeira, Brésil 2011.

© Katharina Morello, *Pain pour le prochain*

Le phénomène du changement climatique est vécu et appréhendé différemment selon le sexe. Aussi certains ateliers de *Pain pour le prochain* concernant la gestion des effets du changement climatique et des risques de catastrophes sont-ils menés séparément pour les femmes et les hommes. Regard sur le Brésil.

« Je me lève tôt le matin et je prends ma pioche. Sans café, sans rien dans le ventre, je me rends dans les champs. Je travaille sans cesse, je suis une femme de la campagne, toujours fatiguée – mon Dieu ! – et mes mains

sont rêches », chantent les paysannes de Tapeira, une petite localité au Nord de Minas Gerais, au centre du Brésil. A neuf heures du matin, environ vingt femmes se retrouvent à l'école du village. Aujourd'hui, elles participent à l'une des trois journées d'atelier organisé par *Pain pour le prochain*, l'EPER et son partenaire local, le Centro Agricultura Alternativa (voir encadré p.25). Contrairement aux hommes, qui se sont réunis la veille, les femmes ouvrent leur réunion non pas avec un discours, mais avec une prière et un chant évoquant la vie dure des femmes rurales. Toutes, les plus âgées comme les jeunes,

Les activités relatives au climat de *Pain pour le prochain*

Marion Künzler, responsable des ateliers sur le climat, *Pain pour le prochain*

Depuis 2009, *Pain pour le prochain* mène des analyses de projet et organise des formations sur la gestion du changement climatique et des risques de catastrophes dans les pays du Sud. Au Brésil, *Pain pour le prochain*, l'EPER et son partenaire local ont organisé, en mars 2011, une analyse de projet et un atelier de trois jours avec les paysans locaux. Des stratégies ont été élaborées, à l'aide desquelles la population pourra mieux se protéger contre les risques climatiques tels que les sécheresses et les précipitations irrégulières. Jusqu'à présent, d'autres analyses de projets ont eu lieu au Honduras, en Éthiopie, au Niger, en Haïti, aux Philippines, au Zimbabwe et en Indonésie.

Après la journée spécifique pour les femmes et celle pour les hommes, le troisième jour, les participants se présentent les résultats les uns aux autres, adoptent les stratégies prioritaires et conviennent des futures mesures à prendre. Par la suite, une formation intensive d'une semaine sur le climat a lieu dans le pays concerné à l'intention des collaborateurs du projet. Des personnes intéressées d'autres organisations, des scientifiques et des représentants gouvernementaux y participent également. Cette formation leur permet d'apprendre à utiliser l'outil de travail relatif à la gestion du changement climatique et des risques de catastrophes développé par *Pain pour le prochain* et l'EPER.

www.ppp.ch/lateliers

connaissent les paroles par cœur et tapent des mains en rythme. En dépit des paroles, le chant ne paraît pas triste et donne aux femmes un élan et de l'énergie.

Les femmes se mettent vite au travail et font preuve d'ardeur. Le réchauffement climatique est un sujet important pour elles, bien sûr! Elles remarquent les changements. Ici, dans la région, la saison des pluies n'est plus ce qu'elle était. Dans le passé, les précipitations commençaient systématiquement au cours du mois d'octobre et tombaient au fil des mois de plantation et de croissance jusqu'en février. Aujourd'hui, la pluie tombe plus tard, parfois même seulement en décembre. Mais lorsqu'elle tombe, elle s'abat vraiment et tout d'un coup! Des pluies torrentielles tombent du ciel et inondent les champs, le flot menace d'envahir

les maisons. Puis c'est le calme plat. En janvier et en février, il fait incroyablement chaud et la sécheresse est totale. Les habitants de Tapera, qui cultivent leurs champs en suivant les principes biologiques, perdent aujourd'hui jusqu'à 60 pour cent de leurs récoltes! Cela suffit à grand peine pour leur consommation propre et pour les semences de l'année suivante. Mais pour la vente, il ne reste pratiquement plus rien.

Ressources menacées

Tandis que les unes dessinent un plan du territoire de la communauté avec ses ressources de terres arables, de pâturages, de forêts, de cours d'eau et d'infrastructures, les autres confectionnent un calendrier des saisons.

Elles énumèrent le temps qu'elles consacrent à chaque tâche au fil de l'année. Oh, il y a toujours beaucoup à faire : dans l'agriculture, pour la coopérative, le bétail, le jardin, la cuisine, la lessive, le repassage... « et le soir, l'amour ! ». Des rires éclatent. L'amour est-il un travail ? Bien sûr que non, proteste l'une d'entre elles. Mais pendant la dure période des récoltes, l'envie et l'énergie manquent – toutes les femmes acquiescent. Le calendrier affiche également ce qui est produit localement : maïs, haricots, cacahuètes, riz, manioc, canne à sucre servant à produire le sucre en blocs et la Cachaça (l'eau-de-vie brésilienne très appréciée).

A cela s'ajoute la cueillette dans le Cerrado, la savane tropicale sempervirente. Une activité économique importante ! Les femmes savent exactement ce qu'elles doivent à la forêt : le Cerrado résiste aux sécheresses comme aux inondations. Il offre une incroyable diversité de fruits et de plantes médicinales. Et en temps de sécheresse, le bétail se nourrit des feuilles des arbres. Or, de vastes parties du Cerrado ont déjà été sacrifiées aux monocul-

tures de l'agro-industrie moderne. Dans la région de Tapera, le charbon de bois est tiré de l'eucalyptus. La culture de cette plante, qui pousse rapidement, fait baisser la surface de la nappe phréatique et l'eau est partiellement polluée par l'engrais et les pesticides. En plus du changement climatique, ces énormes plantations d'eucalyptus constituent une nouvelle menace pour l'existence des petits paysans.

Un certain nombre des participantes aux discussions animées avaient emmené leurs bébés ou leurs petits enfants. Voilà aussi une différence par rapport aux journées des hommes. Les plus grands jouent à portée de voix, les bébés passent de bras en bras. Pourtant, les femmes font preuve de concentration dans leur travail. Il ressort des discussions que les femmes de Tapera sont fortes et indépendantes, qu'elles participent et donnent leur opinion, qu'un grand nombre d'entre elles assument des responsabilités sociales et des fonctions de direction au sein de la communauté. Le seul domaine qu'elles considèrent comme exclusivement masculin est l'élevage de bétail. Pour Marion Künzler, experte en climat de



Jeunes et aînées présentent leur carte des risques au groupe des femmes, Brésil 2011.

© Katharina Morello, *Pain pour le prochain*



Les bassins de rétention d'eau compensent les précipitations irrégulières, Brésil 2011.

© Katharina Morello, *Pain pour le prochain*

Pain pour le prochain, les questions de genre sont difficilement perceptibles lorsqu'on n'y est pas confronté. « Ici à Tapera, tout le monde s'occupe de tout. Mais les mondes masculins et féminins sont plus fortement séparés ailleurs et les perceptions sont donc plus différentes », estime-t-elle. « Dans les Philippines, par exemple, les femmes qui ramassent les coquillages sont fortement touchées par le changement climatique et les catastrophes. Bien que les coquillages représentent environ 30 pour cent des revenus familiaux, les hommes n'ont même pas mentionné cette source de revenus » (voir pp.20–23).

Potentiel commun

Le soir de « leur » journée d'atelier, les femmes organisent une partie de football à laquelle se joignent rapidement un grand nombre

d'hommes. Le lendemain, tous les participants élaborent ensemble leurs futures stratégies. Par exemple: ils veulent construire davantage de bassins de rétention d'eau. Ces simples étangs protègent les terrains en pente de l'érosion des sols, et permettent de mieux exploiter les fortes précipitations. Ils augmentent l'infiltration de l'eau dans le sol et peuvent être utilisés en temps de sécheresse pour irriguer et pour donner à boire au bétail. Mais la population souhaite également s'armer sur le plan politique et social, et non pas seulement pour le travail quotidien, afin de pouvoir se défendre de manière unie contre tout projet menaçant de l'agro-industrie.

« Ce sont là des mesures durables », remarque Marion Künzler. « À Tapera, les gens ont une bonne relation avec l'environnement et la nature, qu'ils traitent bien. Il y a une réelle possibilité de relever les défis que pose le changement climatique pour la communauté! ». Elle n'a pratiquement pas remarqué de différences liées au genre à Tapera. Mais en raison de ses expériences positives, elle souhaite poursuivre les ateliers séparés par sexe. « Plus les domaines de travail des hommes et des femmes sont différents, plus les deux sexes sont touchés de manière distincte. Par ailleurs, – et on le voit aussi à Tapera – les hommes et les femmes abordent les questions différemment. Les hommes pensent surtout à leur propre travail concret, tandis que les femmes prennent également en considération les changements pour la vie sociale. Les journées consacrées aux hommes et aux femmes permettent de prendre en compte les différents besoins. »

Les femmes se mobilisent pour une économie alternative

Maria Emilia Pacheco Lisboa, ancienne directrice de FASE et conseillère pour le programme sur « le droit à la sécurité alimentaire, l'agro-écologie et l'économie solidaire ».



Marcha das Margaridas, Brésil 2011

© FASE, Action de Carême

Le mouvement des paysannes brésiliennes se prépare au Sommet de la terre Rio+20. Elles se battent pour instaurer un autre système économique donnant la priorité à l'être humain et à la gestion durable de l'environnement.

« Deux mille onze raisons pour défiler en faveur d'un développement durable basé sur la justice, l'autonomie, l'égalité de droits et la liberté » : ce slogan accompagnait une grande manifestation qui a eu lieu pour la quatrième fois dans la capitale Brasilia en août 2011. Le mouvement des femmes paysannes brésiliennes « Marcha das Margaridas » y a participé en grand nombre. Cette année, la manifestation coïncidait avec les débats précédant la Conférence de l'ONU Rio+20 sur le développement durable.

Cette conférence a pour objectif de présenter l'économie verte comme étant un modèle al-

ternatif au système économique capitaliste. En réponse à la crise qui touche la planète, elle prévoit un mélange de nouvelles technologies, de solutions axées sur le marché et de l'appropriation privée de biens communs. Les défenseurs de l'économie verte s'appuient sur des données statistiques révélant que seuls 23,8 pour cent de la biomasse terrestre atterrit sur le marché. Il reste donc 76,2 pour cent pour la commercialisation et l'acquisition. Le mouvement des femmes paysannes brésiliennes s'y oppose. En effet, il aborde la question non pas sous l'angle du marché et des technologies, mais en privilégiant l'être humain et ses droits.

Lutte contre les brevets et les technologies génétiques

Le mouvement des paysannes s'engage en faveur de la préservation de la biodiversité et de

la gestion pérenne des ressources naturelles. Il exige l'élaboration d'un cadre juridique pour protéger les semences traditionnelles, et s'oppose aux tentatives d'entreprises de faire breveter les savoirs traditionnels liés aux plantes dans l'objectif de maximiser leurs gains. Les brevets portent atteinte aux droits collectifs de la population rurale car ils vont à l'encontre de la souveraineté alimentaire et du droit à la libre utilisation de la biodiversité.

Un projet concret visant la protection des semences traditionnelles a été mis en place dans l'état fédéral du Mato Grosso, dans lequel est active FASE. Un réseau d'échange de semences a été créé et les femmes y participent activement en tant que gardiennes de la diversité végétale. A partir du niveau local, leurs activités contribuent à réglementer la privatisation des semences. Partant, les semences traditionnelles sont protégées contre le risque de contamination par des semences génétiquement modifiées.

La pression exercée par les organisations paysannes et environnementales a contribué à ce que le Brésil ainsi que l'Inde promulguent des lois contre le recours à la « technologie Terminator ». Cette méthode de la technologie génétique transforme les plantes à tel point qu'elles ne sont plus en mesure de produire des semences viables. Aussi les paysans se voient-ils contraints d'acheter de nouvelles

semences chaque année. Le risque est que le pollen des plantes Terminator contamine les champs voisins, rendant également infertiles les plantes traditionnelles par croisement.

Les femmes demandent plus de reconnaissance

Ces propositions de la « Marcha das Margaridas » ont rencontré un large écho aux quatre coins du pays. A Mato Grosso, les femmes forment des groupes économiques. Ainsi elles ont plus d'estime de soi et jouissent d'une meilleure reconnaissance au sein de la communauté. Elles se sont notamment opposées avec succès à la discrimination des femmes concernant l'accès au programme gouvernemental créé en 2003 pour l'acquisition d'aliments (Programa de Aquisição de Alimentos PAA). L'objectif du PAA est désormais de garantir l'accès à l'alimentation pour tous. Il est très difficile d'établir un lien entre les critiques féministes portées contre le modèle économique actuel, celles émises contre la mainmise privée sur les ressources naturelles ainsi que la commercialisation croissante et la transformation artificielle de l'environnement, ou encore la lutte pour une économie axée sur le bien-être et la durabilité. Par leur intervention, les femmes souhaitent contribuer à la création d'une autre économie.

L'organisation FASE, partenaire d'*Action de Carême*, œuvre depuis plusieurs dizaines d'années en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles (eau, flore et faune, utilisation des ressources minières etc.) dans l'énorme région de l'Amazonie. Elle sensibilise et soutient la population locale tout en étant active sur le plan politique en incluant des questions liées au développement durable dans les programmes gouvernementaux. En parallèle, FASE s'engage en faveur de la sécurité alimentaire des familles en renforçant leurs compétences en matière de culture et de commercialisation de produits agricoles biologiques.

www.fase.org.br

L'égalité comme solution

Andrea Kolb et Romana Büchel, responsables des questions de genre, Pain pour le prochain et Action de Carême



Ensemble vers l'avenir, Brésil 2011

© FASE, Action de Carême

Pain pour le prochain et Action de Carême accordent la priorité absolue à l'exigence d'égalité entre hommes et femmes dans leur campagne œcuménique en 2012. Face aux enjeux mondiaux, il est plus nécessaire que jamais d'intégrer les différentes expériences et compétences des femmes et des hommes dans les processus de décision.

Les chiffres et les faits présentés dans ce Rapport sont éloquentes: les rapports de force entre hommes et femmes continuent à être bâtis sur des structures injustes. Et les compétences des hommes et des femmes continuent à ne pas être mises sur un pied d'égalité: les postes de direction du monde économique, les postes clés politiques et les fonctions religieuses sont dominés par les hommes alors que 70 pour cent du travail de

soins non rémunéré est effectué par des femmes dans le monde entier. Que faire face à ce constat ?

Rapports de force équitables et nouveaux rôles féminins et masculins

Par égalité entre hommes et femmes, on n'entend pas seulement l'élimination de la discrimination, comme par ex. l'équité salariale (les dits practical gender needs), mais également le fait qu'il faut aborder les questions d'inégalité de pouvoir et les rôles stéréotypés. C'est la seule manière de lutter contre les structures injustes et d'atteindre des changements de comportement durables (les dits strategic gender needs). Un accès aux ressources facilité pour les femmes ne viendra pas à lui seul à bout des inégalités hommes-femmes. Les hommes doivent, eux aussi, participer active-

ment au processus de prise de décisions concernant la répartition des ressources et du pouvoir. Ils ne doivent pas ressortir perdants, mais doivent au contraire définir leurs nouveaux rôles en tant qu'hommes et tirer parti des avantages qui en découlent. Bien qu'il s'agisse généralement d'un processus de négociation dur et long, l'intégration des hommes et des femmes à tous les niveaux est d'une importance capitale.

Pain pour le prochain et *Action de Carême* poursuivent cette approche de l'égalité entre hommes et femmes dans le Nord dans le cadre de leurs activités de politique de développement et dans le Sud dans le cadre de leurs programmes et projets. Nous œuvrons pour que les femmes et les hommes se donnent eux-mêmes, individuellement et collectivement, les moyens de revendiquer leurs droits, de s'opposer aux structures injustes et de participer activement à la vie politique, culturelle et économique. Notre objectif est d'aider les femmes et les hommes à développer leurs ressources grâce à leurs capacités et leur expérience de manière à assurer leurs moyens de subsistance et pouvoir lutter contre les structures de pouvoir injustes. A cet égard aussi, les interactions complexes entre les sexes doivent être prises en compte et les hommes

doivent être appuyés dans leur rôle en tant qu'acteurs responsables.

L'efficacité dépend de la prise en compte des questions de genre

La coopération au développement ne peut être efficace que si la perspective de genre y est intégrée. La pauvreté et la faim ne peuvent être combattues efficacement que si les besoins et les intérêts des populations les plus vulnérables – dont un grand nombre de femmes et d'enfants – sont analysés clairement et pris en compte.

Les différences sont enrichissantes

Les points de vue différents des hommes et des femmes doivent être pris au sérieux et intégrés également aux niveaux politique et économique au Sud comme au Nord. C'est la seule manière de poser les jalons d'une répartition équitable des responsabilités et du pouvoir. Eu égard aux graves problèmes mondiaux, nous ne devons pas négliger les précieuses expériences des femmes et des hommes ainsi que leurs capacités de résoudre les problèmes en faisant preuve de créativité. C'est à cette fin que nous œuvrons.

Campagne 2012 – plus d'égalité pour lutter contre la faim

Cette édition du *Repères* fournit des informations de base sur la campagne œcuménique de 2012 de *Pain pour le prochain*, *Action de Carême* et *Être partenaires*. Avec « A Voice to Rio », nous souhaitons encourager la population suisse à choisir, parmi six exemples, le projet le plus à même de mettre en place un modèle économique durable, basé sur l'égalité entre hommes et femmes et orienté vers les besoins des êtres humains. Nous présenterons le projet ayant remporté le plus grand soutien aux autorités suisses et permettrons à des représentants du projet de participer à la Conférence de l'ONU Rio+20 du 4 au 6 juin 2012 à Rio.

Plus d'informations sur www.droitalimentation.ch

Que pouvons-nous faire ?

Romana Büchel, responsable des questions de genre, Action de Carême

Dans toutes les interventions de la coopération au développement, le mot d'ordre est le suivant : il faut rester vigilant ! Il est indispensable d'examiner tous les aspects des projets et des programmes à l'aune des questions de genre et de viser l'égalité entre hommes et femmes en interne et en externe. C'est ainsi que l'on peut faire naître et soutenir les conditions et les dynamiques permettant aux femmes et aux hommes, individuellement et collectivement, de se procurer des moyens de subsistance grâce à leurs compétences et leurs expériences spécifiques, d'améliorer leur bien-être et de combattre les structures de pouvoir injustes.

Par *intégration des questions de genre*, on entend donc qu'il est nécessaire d'examiner régulièrement les incidences des interventions sur les femmes et les hommes. Les décisions financières jouent un rôle important à cet

égard. Grâce à la *budgetisation sensible au genre*, les analyses budgétaires suivent des critères spécifiques aux sexes et sont constamment vérifiées afin de voir si les dépenses répondent bien aux différents besoins. Ainsi, les femmes et les hommes, mais aussi les filles et les garçons, ont la garantie de bénéficier d'un accès équitable aux fonds publics.

Aux niveaux de la *gouvernance et de la politique*, il s'agit de négocier des règles du jeu équitables pour les deux sexes et garantissant la participation politique des hommes et des femmes sur un pied d'égalité. D'une part, les questions de genre doivent être intégrées systématiquement aux négociations lors des conférences climatiques. D'autre part, il s'agit aussi de faire participer les femmes à la définition des mesures à prendre dans le cadre de la politique de protection du climat. L'égalité face aux politiques alimentaire et climatique est indispensable aux niveaux local, national et international. A cet égard, il est essentiel d'analyser séparément les conséquences pour les femmes et pour les hommes. C'est la seule manière de prendre des mesures différenciées permettant d'abolir les inégalités au lieu de les exacerber. Le Sommet de la terre Rio+20 (voir pp. 4–8 et 13–17) offre cette possibilité. Si on se contente d'opérer des changements structurels dans les politiques d'investissement ou de l'emploi, comme c'est le cas dans le cadre du changement climatique, le risque de créer de nouvelles formes de discrimination de genre est élevé. Il est donc déterminant pour le succès de la Conférence de suivi Rio+20 que les concepts de l'économie verte et leur mise en œuvre soient utiles pour les deux sexes à parts



Femme massaï au Forum social mondial, Dakar 2011
© Action de Carême

égales. Le crédo de l'économie verte doit en particulier être lié à une prise de conscience de l'importance de l'économie des soins.

Au *niveau conceptuel*, la notion du travail doit être examinée de manière critique et réévaluée tant dans le Sud que dans le Nord. Quelle valeur accordons-nous au travail des soins incombant généralement aux femmes, qui est presque inaperçu et dans une large mesure non rémunéré en dépit de son rôle essentiel? Et quelle valeur accordons-nous au

travail accompli par les femmes dans l'économie de subsistance ou dans le secteur informel, dans lesquels la maximisation des profits n'existe pas? Quelles sont les conséquences sur la qualité de vie et la situation alimentaire des femmes et de leurs familles de leur intégration au marché capitaliste? Que retirent-elles de leur participation au marché lorsqu'elles deviennent un maillon de la chaîne de valeur? Autant de questions auxquelles nous devons trouver des réponses.



Travail de soins: les hommes, eux aussi, doivent mettre la main à la pâte, Colombie 2008.

© Semillas de Agua, *Action de Carême*

Ce que nous faisons

Pour *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, qui favorisent la transformation de la société civile en soutenant leurs organisations partenaires locales, les conséquences en sont les suivantes: dans les projets de sécurité alimentaire et en particulier avec les projets du fonds pour le climat, nous nous engageons à répondre aux exigences de l'égalité entre hommes et femmes et au devoir de protection de l'environnement afin de protéger les groupes vulnérables et leur environnement menacé. L'objectif est de permettre aux femmes d'avoir un accès fiable aux moyens de production et aux ressources telles que la terre, l'eau, les moyens de production, au savoir-faire, à la main d'œuvre et aux crédits ainsi qu'à des possibilités de transformation et de commercialisation. En parallèle, la capacité des petites paysannes à s'organiser est renforcée. Il est également nécessaire de mettre en place des stratégies adaptées aux réalités locales et des programmes de développement rural intersectoriels (en particulier pour renforcer les institutions démocratiques de la société civile) afin de développer le pouvoir de négociation politique et social des hommes et des femmes à parts égales.

Liens

Organisations des Nations Unies

www.fao.org/gender
www.unep.ch
www.undp.org
www.iccp.ch

Genre

www.wide-network.ch
www.aprodev.eu
www.cidse.org
www.genre-dev.org
www.swisspeace.ch
www.1000peacewomen.org
www.peacewomen.org
www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Themes/Genre

Écologie, Rio+20

www.genanet.de
www.alliancesud.ch/de/dokumentation/e-dossiers/green-economy

Bibliographie

- 1 Barrientos Stephanie: A Gendered Value Chain Approach to Codes of Conduct in African Horticulture, in: World Development Vol 31, Brighton 2003, pp. 1511–1526.
- 2 CAWN Briefing Paper: Gender, Labour Rights and the Ethical Trading Initiative (ETI), 2008, www.cawn.org
- 3 CIDSE, 2011 : Croissance et développement. Équité, durabilité et responsabilité en faveur du bien-être humain.
- 4 Charlier, Sophie / Yépez del Castillo, Isabel: Les défis du commerce équitable dans un contexte de mondialisation de l'économie. In: Cahiers Genre et Développement, Lausanne, n° 3, 2002, pp. 185–199.
- 5 FAO 2011 : La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010–11. Le rôle des femmes dans l'agriculture. Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement.
- 6 Genanet: Green Economy gender-gerecht (www.genanet.de/greeneconomy.98.html)
- 7 Hoppe, Hella / Schäfer, Otto: Des règles honnêtes pour une économie équitable. Un point de vue protestant sur les récentes crises financières et économiques. Fédération des Églises protestantes de Suisse, Berne 2010
- 8 Khor, Martin, 2011 : Challenges of the Green Economy Concept and Polies in the Context of Sustainable Development, Poverty and Equity. UN-DESA.
- 9 Madörin, Mascha: Debatte. Der ökologische Umbau wird nicht die Triebkraft der Beschäftigung sein. Berlin 2010.
- 10 Salleh, Ariel: A Critical Feminist Reading of the Green New Deal, document de discussion publié sur le site web de l'Institut d'analyse sociale de la Fondation Rosa-Luxemburg.
- 11 PNUE: Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté, 2011.
- 12 PNUE: Un nouveau Pacte vert mondial. Rapport final, New York, 2009
- 13 FNUAP 2009 : Rapport sur l'état de la population mondiale 2009. Face à un monde qui change: les femmes, la population et le climat.
- 14 UNRISD: Égalité des sexes: en quête de justice dans un monde d'inégalités. ONU /Genève 2005
- 15 Women Rio+20 Steering Committee: A Gender Perspective on the « Green Economy ». Position paper (daté de mars 2011).

Impressum

- Éditeurs:* *Pain pour le prochain/Action de Carême*, Berne/Lucerne,
septembre 2011
- Rédaction:* Pascale Schnyder
- Auteurs:* Romana Büchel, Elisabeth Bürgi Bonanomi, Lilian Fankhauser,
Marion Künzler, Katharina Morello, Andrea Kolb, Hella
Hoppe, Otto Schäfer, Pascale Schnyder, Jovelyn Cleofe, Maria
Emilia Pachero Lisboa
- Traduction:* Nadja Benes
- Graphisme et impression:* Cavelti AG, Druck und Media, Gossau
- Tirage:* 8600 (allemand), 3500 (français)
- Commandes:* *Pain pour le prochain*, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne
Tél. 021 614 77 17, Fax 021 617 51 75, materiel@bfa-ppp.ch
Action de Carême, av. du Grammont 7, 1007 Lausanne
Tél. 021 617 88 81, Fax 021 718 88 79
actiondecareme@fastenopfer.ch
- Prix:* CHF 5.–

Entre 60 et 70 pour cent des personnes souffrant de la faim dans le monde sont des femmes et des enfants, dont la majorité vit en milieu rural. Cette édition du Repères révèle que les réalités auxquelles sont confrontés les femmes et les hommes continuent à être basées sur des structures injustes. Si les femmes sont souvent responsables de la production alimentaire pour leur ménage, elles ont toutefois un accès limité à la terre, à l'eau, aux semences et au savoir. En outre, les tâches de soin dont s'acquittent majoritairement les femmes pour leur famille et l'environnement sont trop souvent sous-estimées et généralement non rémunérées dans le Nord comme dans le Sud.

Eu égard au Sommet de la terre Rio+20 et à la discussion relative à une nouvelle économie verte, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* demandent que les expériences et les compétences des femmes et des hommes influencent à parts égales les négociations. C'est la seule manière de trouver des solutions face aux grands défis de ce siècle.

PAIN POUR LE PROCHAIN

Pain pour le prochain est le service des Églises protestantes de Suisse pour le développement. Il soutient quelque 400 projets d'aide favorisant l'autonomisation en Asie, en Amérique latine et en Afrique. En matière de politique de développement, *Pain pour le prochain* œuvre pour un système économique international équitable, le droit à l'alimentation, la justice climatique, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et des relations financières transparentes.

Pain pour le prochain, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne
Téléphone 021 614 77 17, Fax 021 617 51 75
www.ppp.ch, ppp@bfa-ppp.ch

ACTION DE CARÊME

Action de Carême est l'œuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Ses 400 projets mis en œuvre dans 16 pays visent à renforcer les communautés locales qui s'efforcent d'améliorer leurs conditions de vie. *Action de Carême* s'engage aux niveaux national et international en faveur d'une meilleure politique de développement et d'une plus grande justice.

Action de Carême, av. du Grammont 7, 1007 Lausanne
Téléphone 021 617 88 81, Fax 021 617 88 79
www.actiondecareme.ch, actiondecareme@fastenopfer.ch